

LA NÉGO: TOUT LE MONDE Y GAGNE!



www.secteurpublic.info

L'appauvrissement, ce n'est pas une base de règlement !

Le 11 février, nous avons rencontré en Front commun le Conseil du trésor. Ce fut l'occasion pour nos négociateurs d'expliquer au gouvernement pourquoi l'offre salariale actuellement sur la table est nettement insuffisante. Grâce à un travail minutieux, nous avons présenté au gouvernement les arguments économiques qui soutiennent nos positions.

Il faut rompre avec l'appauvrissement !

Nous avons insisté auprès du Conseil du trésor sur le fait que la protection de notre pouvoir d'achat constitue un objectif inébranlable. Nous avons d'abord fait valoir que notre pouvoir d'achat a reculé de plus de 3% au cours des sept dernières années, c'est à dire que les gels de salaires et les faibles augmentations imposés par le décret de 2005 n'ont pas permis à nos salaires de suivre le taux d'inflation. Or, l'offre du gouvernement est loin de corriger la situation. Pire, leur offre de 5% sur cinq ans nous assurerait une diminution supplémentaire de notre niveau de vie puisqu'on s'attend à une hausse de l'inflation d'environ 2% par an au cours des prochaines années.

Le rattrapage salarial, c'est primordial !

Actuellement, le retard salarial des employé-es de l'État par rapport aux autres salarié-es québécois, pour des emplois comparables est d'environ 8,7%. Le gouvernement offre, pour 2010, un 0,5% d'augmentation. De leur côté, les salarié-es du secteur privé, peuvent s'attendre à des hausses allant de 2,5 à 3% pour 2010. Ces prévisions ne sont pas celles des centrales syndicales; ce sont celles de huit firmes comptables privées. Évidemment, une offre qui ne permet même pas à nos salaires de suivre l'inflation ne peut permettre le rattrapage salarial par rapport aux salaires versés dans le secteur privé pour des emplois comparables. Pourtant, si on veut retenir la main-d'œuvre qualifiée et attirer la relève dont nos services publics ont cruellement besoin, il faut s'attaquer à l'écart avec le privé !

Aucun enrichissement !

L'offre salariale présentée par le Conseil du trésor est donc loin de satisfaire nos attentes. Bien sûr, nous entendons poursuivre les négociations. Toutefois, si le gouvernement a, comme nous, la volonté d'en arriver à un règlement d'ici le 31 mars prochain, il devra offrir plus.

Nous nous sommes appauvris au cours des dernières années et le gouvernement nous offre de nous appauvrir encore davantage... L'appauvrissement, ce n'est pas une base de règlement ! Pour en arriver à une entente, ça prend une offre décente ! La seule façon de l'obtenir : nous faire entendre et nous mobiliser ! Nous avons donc un rendez-vous incontournable !

Manifestation nationale Montréal 20 mars

Rassemblement Place du Canada, coin Peel et René-Lévesque Ouest
Départ vers les bureaux montréalais de Jean Charest à 13 h



